PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Marché n°Z190278F00

Travaux de reprise des équipements d'exhaure et de vannage – usine de Ste Marthe

Entre les soussignés :

La Métropole AIX-MARSEILLE-PROVENCE, ayant son siège 58, boulevard Charles Livon – 13007 MARSEILLE

Représentée par sa Présidente en exercice, Martine VASSAL, dûment habilitée à la signature des présentes, domiciliée ès qualité 58 boulevard Charles Livon, 13007 MARSEILLE

D'une part,

Et

Le Groupement OTV SERVICES / GUIGUES / EEB ayant pour mandataire OTV Services Immeuble George Sand, 151, Avenue des Aygaldes 13015 Marseille

Immatriculée sous le SIRET n° 433 998 473 00246

Représentée par Monsieur FOURCAUDOT.

D'autre part,

PREAMBULE

Le marché n° Z190278F00 est un marché de travaux notifié le 3/7/2019 au groupement d'entreprises OTV Services / GUIGUES / EEB ayant pour mandataire OTV Services pour un prix forfaitaire de 1 898 000,00 € HT soit 2 277 600 € TTC.

Les délais d'exécution des prestations sont de 16 mois dont 6 mois de préparation à compter de la date de notification de l'Ordre de service de démarrage des travaux - le 5/11/2019. La période de préparation a démarré le 8 novembre 2019.

La MAMP, par courrier en date du 14/9/20 a notifié au groupement OTV SERVICES / Guigues / EEB la décision de résilier le marché pour le motif d'intérêt général.

Le mandataire, OTV SERVICES par courrier en date du 1er octobre 2020, a fait connaître son refus des conditions financières de résiliation du Marché

L'entreprise IRH, via le marché PA -14-057-12 notifié le 23/12/2016, a été mandatée par la MAMP pour réaliser les études Avant - Projet (AVP), Projet (PRO), l'Assistance à la passation du Contrat de Travaux (ACT) des travaux de reprise des équipements d'exhaure et de vannage – usine de Ste Marthe. Un OS a été notifié le 16/9/19 à IRH pour assurer les phases VISA et la Direction d'Exécution des Travaux (DET). ..

1 - L'objet des Travaux et prestations

L'usine de production d'eau potable de Ste Marthe dispose d'un bassin décanteur de 450 000 m³ pour une superficie de 45 000 m² et une profondeur moyenne de 10 m. Son niveau actuel de trop-plein est très proche du niveau de fonctionnement des filtres. A ce titre, il ne peut pas jouer le rôle de réservoir tampon en fonctionnement gravitaire.

Les pompes d'exhaure actuelles de l'usine d'eau potable de Sainte Marthe sont situées au sous-sol du centre de production à une cote altimétrique inférieure au plan d'eau du décanteur. Elles ne sont utilisées pour l'heure que pour réaliser un secours de l'usine et pendant le chômage du canal de Marseille.

Les principaux objectifs de ces travaux étaient de:

- Renouveler les pompes d'exhaure pour qu'elles soient utilisées régulièrement dans le but de réaliser un marnage des eaux brutes dans le bassin de décantation actuel afin de lisser les demandes d'eau brute de l'usine sur le canal de Marseille et de palier une éventuelle insuffisance de l'alimentation pour cet ouvrage.
- Sécuriser l'usine par rapport au risque d'inondation en cas d'anomalie sur la conduite ou sur la volute d'une pompe.
- Améliorer la qualité d'eau utilisée pour la production d'eau potable

Les prestations qui ont été réalisées en partie figurent dans le prix 1.2 - Etudes d'exécution notamment :

- Les vérifications de l'ensemble des données et leurs adaptations
- Etudes d'exécution
- Préparation des divers plannings

2 – Les motifs de résiliation et incidence financière

Le maître d'ouvrage par courrier du 14/9/20 a notifié au groupement OTV SERVICES / Guigues / EEB la décision de résilier le marché pour le motif d'intérêt général.

Les motifs sont multiples

- Risque de rupture d'approvisionnement en eau potable lié à des fragilités du bassins d'eaux brute. Des travaux à réaliser pour renforcer les parements du bassin n'étaient pas prévus dans le marché.
- La sécurisation électrique de l'usine de Ste Marthe n'est pas assurée. L'exécution du marché entrainera à la fois une gestion plus contraignante et un risque d'indisponibilité du plus grand centre de production d'eau potable de Marseille (50 % de la population)
- Parallèlement, un marché d'« Etude de faisabilité relative à la modernisation de l'usine de production d'eau potable de Sainte Marthe (13014) » a été notifié le 8/7/20. Les premières ébauches de solutions évoquées lors de la réunion du 17/07/2020 laissent entrevoir une forte probabilité pour qu'une partie importante des installations à mettre en place dans le cadre du marché soient démolies lors de la modernisation de l'usine envisagée à une échéance proche de 5 ans..

3 – Objet du protocole

Par courrier du 1er octobre 2020, le Groupement a fait connaître son refus des conditions financières de résiliation du Marché, les conditions d'exécution initiales ayant été très fortement modifiées et ayant nécessité de la part du Groupement, et à la demande du Maître d'Ouvrage et/ou du Maître d'Œuvre, la recherche de nombreuses solutions techniques et financières pour permettre la réalisation des ouvrages, en dehors du cadre du Marché initial. La MAMP a reçu le projet de décompte final en date du 18/6/21.

Ce projet de décompte final d'un montant total de 132 738.50 €HT est constitué de trois demandes de rémunération distinctes :

- L'une correspondant à la facturation des prestations exécutées conformément à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire : 64 495.00€HT soit 86.9% des études et documents d'exécution. Le montant est actualisé conformément aux documents contractuels à 65 204.45 €HT.

- Une autre étant constituée d'un mémoire réclamant le règlement prestations complémentaires d'un montant total 49 199 € HT selon le titulaire.

- Enfin une demande d'indemnité de résiliation de 18 335.05 €HT

Les montants du projet de décompte final font l'objet d'un différend entre la société OTV Services et la métropole AMP qui se sont rapprochées afin de tenter de formaliser un accord amiable dans le respect des intérêts des deux parties et après concessions réciproques. Les termes de cet accord sont décrits dans les paragraphes suivants :

3 -1 – Montant issu de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.

Montant réclamé par le titulaire : 65 204.45

Les documents contractuels (DPGF) précisent que le prix affecté aux études d'exécution s'applique à hauteur de 70%, à la livraison des dossiers et plans d'exécution, à la fin de la période de préparation et 30% en cours de chantier après la livraison du dernier document d'étude. Cette précision correspond effectivement à la réalité de l'exécution des marchés de travaux qui nécessitent régulièrement des adaptations en cours de réalisation. Le montant contractuel pour l'ensemble de la prestation d'étude étant de 74 249 €HT, il est proposé de ne retenir que 52 240.30 €HT actualisés à **52 814.94 €HT**

3 -2 – Montant issu de l'analyse du mémoire de réclamation.

La réclamation est déclinée en 9 chapitres qui décrivent les prestations réalisées et chiffrées par le titulaire :

- **Pompes d'exhaure** : demande pour recherche de nouvelles solutions 9345,00 €HT

Selon le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre, les études réalisées dans le cadre d'une solution de pompage sont comprises dans les études de base du marché. Cependant le groupement peut être rémunéré en partie de la prestation évoquée du fait du manque d'information contenu dans le dossier de consultation (Essai de pompage ayant eu lieu durant la période de préparation). Il est proposé de retenir **5304 €HT**

- **Variante prise d'eau** : estimation des coûts d'éventuels aménagements 800.00 €HT

Cette étude n'étant pas une demande du maître d'ouvrage, mais une proposition du groupement, la prestation complémentaire n'a pas à être rémunérée en l'état.

- **Vannes canal d'exhaure** : recherche de solutions adaptées 400,00 € HT

L'étude sur les vannes canal d'exhaures réalisée par l'entreprise fait partie intégrante du marché de base et ne doit donc pas être rémunérée comme une étude complémentaire.

- **Vanne d'isolement refoulement pompes d'exhaure** : étude de l'adaptation des tuyauteries existantes et de la robinetterie adaptée : 400,00 € HT

La vanne au refoulement du système de pompage a demandé des études complémentaires estimées pour un montant de **1602.50 €HT**.

- **Prises de côtes, relevés sur site** : prestations complémentaires liées à la recherche de solutions techniques : 630.00€HT

Le prix 1.2 du marché est un prix forfaitaire et suppose les prises de cotes nécessaires aux études d'exécution.

- **Relevés 3D des installations existantes** : relevé géographique précis en 3 dimensions des installations existantes, aucune donnée précise n'étant disponible 6295,00 €HT.

Contrairement aux prises de côtes, le relevé 3D n'est pas prévu au prix 1,2 et peut donc être rémunéré en échange des données. Le montant retenu est de **6 295 €HT**.

- **Solution variante pour la réalisation de la tuyauterie d'aspiration du décanteur** : recherche de nouvelles solutions 9 060,00 €HT.

Ces études peuvent être en effet considérées comme justifiées et nécessaires afin d'éviter tout risques sur l'ouvrage existant. Aucun plan d'exécution n'a été fournie cependant, le groupement avait détaillé avec précision les modalités de mise en place de la nouvelle canalisation en Inox (ainsi que la démolition de la canalisation existante) et les impacts financiers sur le marché. Le montant de ces études a été estimé à **11 140 €HT**.

- **Optimisations** : études de l'impact sur le planning de réalisation pour chaque solution technique possible en recherchant à minimiser la durée des travaux et l'impact sur l'exploitation des ouvrages en service. 12 626,00 €HT.

Ces études peuvent être considérées comme justifiées et nécessaires. En effet les modifications substantielles étudiées auraient engendré un déroulement des travaux totalement différent de ce qui pouvait être anticipé avec les données de l'appel d'offre. Le fruit de ces réflexions est, entre autres, une des causes de la résiliation. Le montant retenu est de **12 626,00 €HT**

- Réunions complémentaires : 9 643,00 €HT.

Après analyse dans le détail du maître d'œuvre qui organisait les réunions ce poste doit être réévalué à **5 877.62 €HT**

Ainsi pour les prestations complémentaires il est proposé de retenir un montant de **42845.12 €HT**.

3 - 3 – Indemnité de résiliation.

Montant réclamé par le titulaire : 18 335.05 €HT

Conformément à l'article 15 du CCAP le titulaire a droit à une indemnité de résiliation de 1%, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises.

Cette indemnité se porte donc à un montant de **18 457.60 €HT. ...**

3 – Indemnité transactionnelle : :

Au titre du montant issu de la DPGF : **52 814.94 €HT**

Au titre de l'analyse du mémoire de réclamation (prestations complémentaires) : **42845.12 €HT**

Au titre de l'indemnité de résiliation : **18 457.60 €HT.**

Le montant total de l'indemnité transactionnelle à verser au groupement dans le cadre de ce marché est donc de **114 117.66 €HT..**

Cependant, une avance forfaitaire de 65 625€HT soit 78 750 €TTC ayant été versée, le solde de l'indemnité transactionnelle du au groupement s'élève à 48 492.66 €HT soit 58 191.19 €TTC à répartir entre les cotraitant de la façon suivante :

- **OTV SERVICES / GUIGUES / EEB : 17 895.57 €HT soit 21 474.68 €TTC**
- **GUIGUES : 11 572.07 €HT soit 13 886.48 €TTC**
- **EEB : 19 025.02 €HT soit 22 830.03 €TTC**

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DU PRESENT PROTOCOLE

Le présent protocole a pour objet de régler de façon transactionnelle le litige qui oppose le mandataire OTV Services du groupement OTV / GUIGUES / EEB à la Métropole Aix Marseille Provence.

ARTICLE 2 : MONTANT DU SOLDE DE L'INDEMNITE TRANSACTIONNELLE A REGLER AU TERME DE LA NEGOCIATION

Le solde de l'indemnité transactionnelle du au groupement s'élève à 48 492.66 €HT soit 58 191.19 €TTC.

Ce montant est ferme et définitif.

ARTICLE 3 : MODALITES DE PAIEMENT DU SOLDE ET DE L'INDEMNITE TRANSACTIONNELLE

Le paiement de l'indemnité transactionnelle du présent protocole se fera selon les règles de la comptabilité publique par mandatement administratif.

Le paiement fera l'objet de versements aux trois membres du groupement selon la répartition suivante :

- OTV SERVICES / GUIGUES / EEB : 17 895.57 €HT soit 21 474.68 €TTC
- GUIGUES : 11 572.07 €HT soit 13 886.48 €TTC
- EEB : 19 025.02 €HT soit 22 830.03 €TTC

ARTICLE 4. ABSENCE DE RECONNAISSANCE DE DROITS ET DE RESPONSABILITE

Les stipulations du présent protocole n'emportent en aucun cas reconnaissance, par l'un ou l'autre des parties, de sa responsabilité ou acquiescement aux positions et prétentions de l'autre partie.

ARTICLE 5. CONFIDENTIALITE

Les parties reconnaissent que la présente transaction est strictement confidentielle et ne doit pas être révélée à des tiers à l'exception des autorités légalement habilitées à en prendre connaissance et sur leur demande expresse.

Cette clause doit s'analyser comme une cause impulsive et déterminante de la présente transaction sans laquelle elle n'aurait pas été conclue.

ARTICLE 6. PORTEE DU PROTOCOLE

Les parties déclarent avoir la pleine capacité juridique de transiger au jour de la signature du présent protocole, et être pleinement informées sur les termes et dispositions de ce protocole de sorte que leur consentement est suffisamment éclairé.

Les Parties déclarent en outre avoir disposé du temps de réflexion nécessaire avant de signer le présent protocole transactionnel, ayant été en mesure d'en discuter les termes, et reconnaissent que l'autre Partie lui a fait de réelles concessions.

La présente convention a valeur de transaction entre les parties au sens des dispositions des articles 2044 et suivants du code civil.

Moyennant la bonne exécution du présent protocole, les parties s'estiment pleinement remplies de leurs droits l'une envers l'autre, à compter de la date de sa signature.

Les parties renoncent à toutes réclamations de quelque nature que ce soit entre elles à propos des préjudices ayant donné lieu à la présente transaction.

Conformément à l'article 2052 du code civil, la présente convention a autorité de chose jugée en dernier ressort entre les parties, sans qu'une quelconque homologation par les tribunaux ne soit nécessaire, et ne saurait être rescindée ni pour erreur de droit ni pour erreur de fait, ni annulée pour vice du consentement.

ARTICLE 7. INDIVISIBILITE DES CLAUSES DU PROTOCOLE

Considérant la nature des concessions réciproques que les parties se sont consenties au titre de la présente transaction, les clauses de celles-ci présentent un caractère indivisible.

ARTICLE 8 : PRISE D'EFFET

Le présent protocole entrera en vigueur dès sa notification **par courrier recommandé avec accusé de réception à la société OTV SERVICE**, après signature par les parties.

ARTICLE 9. COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le tribunal Administratif de Marseille sera seul compétent pour connaître de tout litige entre les parties se rapportant à la formation, l'interprétation et l'exécution du présent protocole transactionnel.

A Marseille, le

Fait en 3 exemplaires

Le représentant du mandataire

Pour; la Présidente de la Métropole Aix Marseille
Provence

Mr FOURCAUDOT

Didier REAULT

DocuSigned by:
FOURCAUDOT DIDIER
1FA2FD1FEABE40D...